

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Une magistrate à la tête de la Justice

PROMUE il y a quelques jours, Erlyne Antonella Ndembet épouse Damas hérite d'un département ministériel dans lequel elle a fait ses preuves au sein des Cours et tribunaux.

Martina ADA Metoule
Libreville/Gabon

L'ANCIEN ministre de la Justice, Garde des sceaux, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou a cédé son fauteuil à Erlyne Antonella Ndembet-Damas. Cette nouvelle ministre qui vient de faire son entrée au gouvernement est magistrate de formation. C'est donc logiquement qu'elle hérite d'un département ministériel qui est le sien. Puisque membre du corps judiciaire. Originnaire de la province de l'Estuaire, la nouvelle ministre de la Justice est née à Nantes (France) le 29 août 1971. Mais, malgré ce fait, c'est dans son pays natal qu'elle a fait ses études primaires (à l'École conventionnée de Gros-Bouquet) et secondaires (au Lycée national Léon Mba) où elle décroche son baccalauréat

série B. Puis, elle s'envole pour la France, pays qui l'a vu naître. Là-bas, elle choisit plutôt une autre ville pour poursuivre ses études supérieures. C'est l'université de Caen dans la région de Basse-Normandie qui l'accueille. Erlyne Antonella Ndembet-Damas y obtiendra successivement, un DEUG, une licence et une maîtrise en droit privé option carrière judiciaire et sciences criminelles. Mais elle a des ambitions pour sa formation intellectuelle et professionnelle. Elle s'inscrit en troisième cycle. Ce qui lui ouvrira les portes du marché du travail. Elle exerce alors en qualité de chargée de recrutement dans une agence d'intérim à Paris. Mais, il y a l'appel du Gabon et la volonté de servir son pays. Pour son insertion professionnelle, elle décide de parfaire sa formation universitaire. L'École nationale de la Magistrature de Libreville lui

ouvre ses portes à la suite de son admission sur concours d'entrée. Erlyne Antonella Ndembet-Damas en sort diplômée en études judiciaires cycle A en 2004, et intègre immédiatement le corps de la magistrature. Où elle occupera tour à tour les fonctions de juge d'instruction près le tribunal de première instance de Libreville ; premier juge d'instruction au sein dudit tribunal, et conseiller à la Cour d'appel de Libreville. Avant son entrée au gouvernement Erlyne Antonella Ndembet-Damas occupait la fonction de président de la première chambre d'accusation de la Cour d'appel. Mariée et mère de trois enfants, Erlyne Antonella Ndembet-Damas devient ainsi la troisième femme à occuper le poste de ministre de la Justice sous le magistère d'Ali Bongo Ondimba. Anicette Nanda Oviga et Ida Reteno Assonouet l'ont précédée.



Photo: DR

Un ingénieur face à l'état du réseau routier

J. KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

AU vu de l'état actuel du réseau routier national, la nomination de Léon Armel Bounda Balonzi, à la tête du ministère des Transports, de l'Équipement, des Infrastructures et de l'Habitat, ne pouvait pas mieux tomber. Tant cet ingénieur de génie civil de formation, également titulaire d'un Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) et d'un Certificat d'aptitude à l'administration des entreprises (CAAE), peut se prévaloir, au regard de ses états de service, d'une expertise avérée en matière de travaux publics et d'aménagement routier. La preuve ? De retour au pays après l'obtention de son diplôme, en 2000, à l'école nationale d'ingénieurs de Bamako, au Mali, le natif de Fougamou a fourbi ses armes dans certaines majors



Photo: DR

de construction de bâtiments et travaux publics. En qualité, entre autres, d'ingénieur des travaux et chef de chantier. À ce titre, il a été notamment chargé du suivi des procédures de qualité, responsable de la mise en œuvre des couches de chaussée et garant de la qualité des travaux sur les différents chantiers confiés à ces entreprises. Ce qui lui aura permis, quelques années plus tard, d'intégrer le Fonds d'entretien routier (Fer) où il a occupé plusieurs fonctions. Entre autres : assistant technique de l'ad-

ministrateur du Fer ; responsable technique ; directeur technique du Fer de deuxième génération ; etc. Avant d'être nommé, au ministère du Budget et des Comptes publics, comme directeur général adjoint 1 du Contrôle des Ressources et des Charges publiques. Puis directeur du Contrôle du service de l'État et de l'Exécution des marchés ; et directeur des marchés publics. Avant sa nomination au gouvernement, Léon Armel Bounda Balonzi était directeur du Laboratoire national du bâtiment et des travaux publics du Gabon. Poste où il a été promu en février 2018. Expert près la Cour d'appel judiciaire de Libreville, né le 17 mars 1973 à Fougamou, Léon Armel Bounda Balonzi est marié. Au regard de l'ampleur de la tâche qui l'attend au département des Transports, ses états de service ne seront sans doute pas de trop.

Photo: D.R/L'Union

Tel un poisson dans l'eau

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon



Photo: D.R/L'Union

À l'origine de nombreuses réformes dans le domaine de l'Éducation dont celles issues des états généraux, la suppression des bourses scolaires, ou encore la dernière Taskforce sur la Santé, le Pr Patrick Mouguiama-Daouda, jusque dans un passé récent Conseiller spécial du président de la République, a la lourde charge de chapeauter le ministère de l'Éducation nationale. Un domaine que ce natif du Moyen-Ogooué connaît plus ou moins bien. Son père y ayant fait ses armes pendant de longues années. Il est né le 13 décembre 1964 sur les bords de l'Ogooué, précisément à Lambaréné dans le centre du Gabon où il y fit l'essentiel de son parcours primaire et secondaire. En 1984, Patrick Mouguiama-Daouda décroche son Baccalauréat série A2 à Libreville. Et s'inscrit à l'université Omar-Bongo. Il en sortira, en 1988, nanti d'une maîtrise de Lettres modernes, option "Linguistique et Littérature orale". Puis, s'envole pour la France poursuivre des études de troisième cycle. En 1995, le natif du Moyen-Ogooué est docteur en Sciences du langage. Deux ans plus tard, il intègre l'UOB en qualité d'enseignant tout en faisant de la recherche fondamentale. En 2006 Patrick Mouguiama-Daouda obtient avec brio son habilitation à passer les recherches à l'université de Lumière-Lyon-2. Un tournant majeur dans sa carrière d'enseignant-chercheur. Linguiste dans l'âme, il s'est essayé, en 2015, à la littérature en commettant un essai politique intitulé "Un silence dans la nasse". Objectif : répondre au brûlot de feu Pierre Péan, "Nouvelles affaires africaines". Il compte également à son actif plusieurs articles scientifiques. Présenté par certains comme un homme rigoureux, le Pr Mouguiama-Daouda est à n'en point douter un maniaque du travail. L'Éducation nationale où il atterrit étant une "patate chaude", espérons qu'il saura pallier les maux qui minent ledit secteur tels les effectifs pléthoriques, la régularisation des situations administratives... Une obligation de résultat immédiate clairement exprimée par le président de la République, Ali Bongo Ondimba.